

Renforcement des partenariats de développement

Améliorer les résultats du développement en coordination avec les organismes de coopération internationale

● Situation récente

Ces dernières années, le Japon et les autres pays donateurs ainsi que les agences internationales (ci-après « donateurs ») ont intensifié leurs efforts pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Un consensus international a été atteint lors de la conférence de Monterrey sur le financement du développement, au Mexique en 2002, et lors de la conférence internationale de suivi de Doha sur le financement du développement, au Qatar en 2008, pour garantir les fonds nécessaires à la réalisation des OMD. Cependant, il y a également des demandes en faveur d'une amélioration de la qualité de l'aide, comme l'ont montré les débats suscités par la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (déclaration de Paris) de 2005. Après le programme d'action d'Accra de 2008, au Ghana, les donateurs ont fait la synthèse des résultats d'initiatives visant à renforcer l'efficacité de l'aide lors du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui a eu lieu à Busan, en Corée du Sud, en 2011.

Ces dernières années, les problèmes de développement sont devenus plus diversifiés et s'inscrivent dans une perspective mondiale. Ils intègrent une croissance équitable et inclusive, l'aide aux pays fragiles et affectés par un conflit, le changement climatique, la sécurité alimentaire, la création d'emplois, en particulier pour les jeunes — surtout depuis le Printemps arabe — et la gestion des risques de catastrophe. Depuis la faillite de la banque Lehman, le montant de l'APD fournie par les 28 membres du CAD de l'OCDE a peu progressé. Bien qu'en 2013, l'APD des pays du CAD ait atteint un montant record de 134,8 milliards USD, il est encore loin de pouvoir répondre aux besoins mondiaux en matière de développement. La nécessité de faire face à la diversité des problèmes de développement avec des fonds limités impose aux donateurs d'être plus responsables et de mettre davantage l'accent sur une mise en œuvre axée sur les objectifs et sur les résultats du développement.

Depuis quelques années, les entreprises du secteur privé, les fondations, les ONG et les pays émergents prennent une place croissante dans la coopération au développement international. Les flux financiers de ces acteurs vers les pays en développement dépassent ceux de l'APD des donateurs traditionnels et ils jouent aujourd'hui un rôle central dans le domaine du développement à l'échelle mondiale. De fait, la diversification des acteurs de la coopération au développement et le débat sur leur rôle sont devenus des sujets récurrents du G20 et d'autres forums internationaux. Il est essentiel pour un organisme de développement de surveiller constamment l'évolution des problèmes de développement dans le monde, et de renforcer sa capacité à rassembler des informations pertinentes et à élaborer des programmes de développement adaptés aux situations actuelles lors des forums internationaux. De plus, des efforts supplémentaires doivent être entrepris pour promouvoir les projets en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds et les organismes de coopération au développement. Toutes ces activités sont vitales pour la mise en œuvre efficace et rationnelle de la coopération au développement.

● Coordination des donateurs sur les problèmes de développement

La JICA a établi de nombreux partenariats, notamment avec les pays européens, les États-Unis, et des organisations internationales. La JICA travaille avec ces partenaires dans les régions bénéficiant d'une aide au

développement pour fournir des fonds, de la coopération technique et d'autres formes d'aide. Pour apporter une aide plus efficace et plus rationnelle sur les projets de développement à grande échelle, les donateurs se concentrent généralement sur les domaines ou les technologies pour lesquels ils disposent d'une solide expertise et, dans certains cas, travaillent en collaboration lorsqu'une organisation ne peut fournir seule l'aide nécessaire. La JICA examine constamment les tendances de la coopération au développement en prenant part aux discussions dans ce domaine et en analysant les retours. Ce processus est essentiel pour appréhender les besoins de développement sur le terrain, ce qui permet de déterminer la politique de coopération pour le développement de la JICA. Au Japon et à l'étranger, la JICA participe activement aux réunions annuelles et rencontre les responsables de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque Africaine de développement (BAfD) la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), et ces dernières années, la Banque islamique de développement (BID). Ces dialogues permettent de partager une approche stratégique des problèmes mondiaux de développement ainsi que des stratégies d'aide pour des régions ou pays spécifiques.

Des hauts responsables de la JICA ont participé à la réunion annuelle de la BASD en mai dernier [→ voir l'étude de cas page 119], ainsi qu'à la réunion de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale en octobre 2013. Ils ont prononcé des discours et participé aux débats lors de nombreux séminaires sur des problèmes de développement récents, où ils ont pu expliquer les positions, les activités et les politiques de la JICA. En outre, le président de la JICA, Akihiko Tanaka, continue d'entretenir des relations mutuellement bénéfiques avec plusieurs think tanks américains et européens, ainsi qu'avec les Nations unies, et il organise des séminaires sur divers thèmes tels que la TICAD (conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique), les objectifs de développement pour l'après-2015 (programme de développement pour l'après-2015), la croissance inclusive et la sécurité humaine. Toutes ces activités ont pour ambition de promouvoir une meilleure compréhension des principes de développement de la JICA parmi les pays et les organisations donateurs et partenaires.

La JICA s'implique également activement dans la rédaction du *Rapport sur le développement dans le monde (RDM)* publié chaque année par la Banque mondiale. Le RDM 2013, intitulé *Emplois*, intègre des études de cas de l'Institut de recherche de la JICA. La JICA a aussi partagé ses idées avec la Banque mondiale sur le RDM 2014, *Gérer le risque pour le développement*, dès le premier stade de préparation. La JICA a fourni de nombreux documents d'information et contribué à la tenue d'un dialogue substantiel.

Le président Tanaka a été nommé membre du comité consultatif du Bureau du Rapport sur le développement humain (RDH) publié chaque année par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). C'est l'un des documents les plus influents dans le domaine du développement international. Le comité est constitué de chercheurs, de responsables politiques, de spécialistes du développement et d'autres acteurs du domaine, notamment des lauréats du prix Nobel. Le président Tanaka contribue à la préparation du RDH de l'année à venir.

Les Nations unies organisent chaque année depuis 2008 l'Expo mondiale sur le développement Sud-Sud. Parallèlement à cet événement, la JICA co-organise chaque année des réunions au niveau des directeurs généraux

de la coopération au développement avec le Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud. Les pays donateurs, les pays émergents et les pays en développement partagent leurs vues et expériences sur la coopération Sud-Sud et triangulaire. Cette réunion illustre les efforts de la JICA pour encourager ces types de coopération auprès de la communauté internationale. À l'Expo 2012, la JICA a reçu le prix de la coopération Sud-Sud pour récompenser quatre décennies d'activités pour la coopération Sud-Sud et le partage des connaissances, des bonnes pratiques et des enseignements dans ce domaine.

La JICA participe régulièrement à des dialogues stratégiques avec certains partenaires de développement, notamment avec des organisations internationales (régionales) telles que la Banque mondiale, la BASD, le PNUD, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'UE, ainsi que des donateurs bilatéraux d'autres pays développés, notamment l'Agence française de développement (AFD) pour l'aide à l'Asie, à l'Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que sur le changement climatique et le développement urbain durable. La JICA travaille également avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) sur le secteur de l'eau en Afrique, la Banque allemande de développement (KfW) sur plusieurs programmes environnementaux, et l'Agence australienne pour le développement (AusAID) pour l'aide aux pays du Pacifique et d'Afrique. La JICA renforce sa collaboration avec divers donateurs, notamment la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR), la Fondation pour l'Asie, la Fondation Aga Khan et le Groupe de coordination arabe. En s'appuyant sur une coopération complémentaire dans des domaines où la JICA partage des intérêts communs avec ses partenaires, l'Agence entend améliorer sans cesse la qualité de son aide.

● Partenariats avec les pays émergents

Ces dernières années, la Chine, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie, le Brésil, la Turquie et d'autres pays émergents sont devenus des prestataires d'aide au développement. Les discussions sur la coopération au développement doivent intégrer le rôle majeur de ces pays. La JICA partage avec les pays émergents plusieurs approches et problèmes de développement qui reflètent les expériences du Japon, en tant qu'unique pays donateur de l'Asie durant de nombreuses années, ainsi que les connaissances acquises lors de sa propre croissance économique. De fait, la JICA dirige chaque année le Forum asiatique sur le développement afin de faire connaître les expériences de l'Asie en matière de développement et de se faire le porte-parole du continent. Lors de ce forum, les pays asiatiques, notamment les pays émergents, et les organisations internationales partagent leurs points de vue sur divers sujets tels que la croissance verte, la croissance inclusive, l'intégration de la réduction du risque de catastrophe, le programme de développement pour l'après-2015, ainsi que des approches pour résoudre les défis du développement en Asie.

Par ailleurs, la JICA renforce également ses partenariats avec le ministère du Commerce de la Chine et la Banque d'import-export de Chine, ainsi qu'avec l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le Fonds de coopération et de développement économiques de la Corée (EDCF). En outre, un séminaire conjoint se tient chaque année entre les organisations de financement du développement en Asie, notamment la JICA, la Banque d'import-export de Chine, l'EDCF et l'Agence de coopération au développement économique des pays riverains (NEDA) de la Thaïlande.

Étude de cas

Diffusion internationale suite à la réunion annuelle de la Banque asiatique de développement

Mener la discussion sur la réduction du risque de catastrophe en Asie et dans le Pacifique

La 46^e réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BASD) a eu lieu à Delhi, en Inde, du 2 au 5 mai 2013. Le vice-président de la JICA, Kiyoshi Kodera, a participé en tant qu'intervenant à un séminaire intitulé « Vers le développement et la mise en œuvre d'une gestion intégrée du risque de catastrophe en Asie et dans le Pacifique » et il a mené un dialogue actif avec les autres participants.

« Quarante pour cent des catastrophes qui se produisent dans le monde ont lieu dans les régions Asie et Pacifique. Soixante-trois pour cent des décès, 90 % des zones affectées et 48 % des pertes économiques sont concentrées en Asie » a déclaré le vice-président de la BASD, Stephan Groff, dans son allocution d'ouverture, « l'échelle et la fréquence des catastrophes naturelles n'ont cessé de croître au cours des 40 dernières années, et les pertes économiques dépassent la croissance du PIB », a-t-il ajouté. Il a également souligné l'aggravation du risque de catastrophe naturelle en Asie.

Au sujet des récentes catastrophes, M. Groff a précisé : « Le grand séisme de l'est du Japon de 2011 et les inondations massives en Thaïlande sont deux catastrophes naturelles complexes qui ont eu un impact mondial de grande ampleur à travers la chaîne d'approvisionnement. Pour faire face à ce problème, parallèlement aux fonds publics, les financements privés sont fondamentaux pour la préparation et le rétablissement après une catastrophe ». Il a aussi mis en avant le rôle des ONG et des organisations de la société civile.

Tirer les enseignements du grand séisme de l'est du Japon et des inondations massives en Thaïlande

En s'appuyant sur l'exemple des inondations massives en Thaïlande, en 2011, et sur les réflexions et les idées tirées de l'expérience du Japon dans les années 1960 et 1970, M. Kodera a évoqué la difficulté et l'importance fondamentale d'accorder la priorité aux investissements pour la réduction du risque de catastrophe. Il a insisté sur le fait qu'au lendemain du séisme et des inondations, trois éléments sont apparus comme cruciaux pour améliorer les mesures de préparation et de prévention : (1) la connaissance du risque par la population générale ; (2) le réexamen continu et régulier des plans d'adaptation et de réponse aux changements environnementaux ; et (3) la multiplication de mesures de sécurité redondantes et sur plusieurs niveaux intégrées aux structures des routes, des ponts et des autres infrastructures bâties, notamment au niveau des fonctions de prévention des catastrophes.

M. Kodera s'est également concentré sur le concept



(De gauche à droite) M. Kodera (vice-président de la JICA), M. Groff (vice-président de la BASD), M. Kawai (Doyen de l'Institut de la BASD/modérateur), M. Reddy (vice-président de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes de l'Inde), M. Watanabe (directeur exécutif et directeur opérationnel de l'ancienne JBIC) et M. Davis (Professeur à l'Université d'Oxford). *Fonctions assurées au moment de la photo (crédit photo : BASD)

de « Reconstruire mieux » afin de prévenir la répétition de catastrophes similaires en réduisant les vulnérabilités. Ce concept a également été introduit dans l'évaluation des besoins après une catastrophe menée conjointement par la Banque mondiale, la BASD et la JICA après les catastrophes de grande ampleur.

« Certaines études montrent qu'un dollar d'investissement dans la prévention équivaut à quatre à sept dollars d'investissement après la catastrophe. Il est fondamental de généraliser la prévention des catastrophes sous l'impulsion des gouvernements. La JICA fournira une aide à travers un nouveau dispositif, le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent (SECURE) et par le développement d'une matrice politique visant à renforcer les capacités de prévention des catastrophes », a annoncé M. Kodera.